



## LIVRE PREMIER.

Contenant les resolutions de conscience sur  
les Vœux de Religion.

---

*A quoy oblige le Vœu de pauvreté , les manquemens  
qui se peuvent commettre contre ce Vœu , & les  
choses necessaires à sçavoir pour le bien observer.*

## I N S T R U C T I O N I.

**T**R O I S choses principalement nous détournent du chemin de perfection , sçavoir les richesses , la propre volonté , & les plaisirs charnels. La Religieuse se fait quitte de ces trois empêchemens , par le moyen des trois vœux solennels qu'elle fait en sa Profession , Pauvreté, Obedience, & Chasteté. Par celui de pauvreté , elle renonce librement à toutes les possessions & richesses qu'elle pouvoit pretendre au monde , & promet de ne jamais rien s'approprier, ni de disposer d'aucune chose contre la volonté de sa Supérieure. Par celui d'obedience, elle renonce à sa propre volonté , & promet de suivre celle de ses Supérieurs : & par celui de chasteté elle renonce à tout plaisir charnel , pour servir Dieu en toute pureté.

Or pour bien entendre premierement à quoy oblige le Vœu de pauvreté , & les manquemens qu'on y peut commettre , il faut sçavoir qu'il y en a de trois sortes. L'une regarde seulement les choses extérieures, & se peut appeller pauvreté extérieure : l'autre regarde l'affection à ces choses extérieures, & se peut appeller

pauvreté d'affection ; & la troisième regarde l'affection aux choses purement intérieures , & se peut appeler pauvreté intime. Nous dirons à quoy ces trois sortes de pauvretés obligent , & les manquemens qui se peuvent commettre contre chacune.

La première pauvreté qui regarde seulement les choses extérieures , oblige premièrement la Religieuse à ne se rien approprier. Or elle est propriétaire quand elle tient quelque chose en cachette , & contre la volonté de sa Supérieure : en sorte qu'elle ne la rendroit pas quand la Supérieure la lui demanderoit. Ces trois circonstances se doivent rencontrer pour faire la propriété , en ce qui est de retenir une chose. Premièrement , tenir la chose en cachette. Secondement , la tenir contre la volonté de sa Supérieure : c'est à dire , sans sa permission expresse ou tacite : & en troisième lieu , la retenir avec cette volonté de ne la pas rendre quand la Supérieure la demanderoit. Tellement que celle qui tiendrait une chose en cachette avec la volonté de sa Supérieure , ne seroit pas propriétaire ; ni pareillement celle qui retiendrait une chose manifestement , à la vûe de tout le Convent , sans toutefois avoir obtenu la permission : ni enfin celle qui tiendrait une chose en cachette & sans permission , pourvû qu'elle ait une volonté de la rendre entre les mains de la Supérieure , si elle la lui demandoit.

Néanmoins quand une Religieuse retient une chose manifestement à la vûe de tous , sans permission de sa Supérieure , qui ne la reprend pas de telle chose , il faut qu'elle prenne garde que le silence de sa Supérieure ne soit pas une simple permission , & non une approbation ; car si elle ne disoit mot de telles choses , à cause qu'elle n'y peut apporter remède , & que lui commandant de la rendre , elle la porteroit dans des murmures qui troubleraient la paix de la Maison , elle ne seroit pas exempte de propriété en retenant telle

Navar. l.  
3. conf.  
de statu  
Monach  
conf. 3.  
n. 49.  
edit. 3.  
Coriol.  
p. 2. cap.  
4. n. 25.

Navar.  
in Ench.  
c. 17. n. 3

Sanchez  
op. mor.  
to. 2. l. 7.  
c. 19. n.  
22.

chose ; quoy que ce soit manifestement ; principalement si elle se montreroit ainsi de mauvaïse humeur, afin que la Supérieure n'ait pas la liberté de disposer de telle chose selon sa volonté : tout de même que celui-là n'est pas exempt de larcin, qui dérobe en la présence du Maître qui n'ose pas l'empêcher, par crainte qu'il a d'en recevoir quelque notable détriment. Ce manquement se peut commettre aux Monasteres où l'observance reguliere est mal gardée, & la Supérieure mal obeïe : comme aussi en certains Monasteres où l'observance reguliere est rétablie, à quoy neanmoins quelques anciennes se sont toujours oposées, & pour cela ne font pas difficulté de recevoir ce qui leur est donné des seculiers, soit argent, soit autre chose, & en disposent hardiment selon leur volonté, quoy qu'elles sçachent bien que la volonté de la Supérieure soit entièrement contraire, & qu'elle tolere cela par contrainte : état déplorable qui met une ame dans le chemin de perdition.

Sanchez  
sup. Co.  
riol. sup.  
n. 6. & 13

Mais si le Convent est en une bonne observance, & que la Supérieure a liberté de commander, reprendre, & ordonner ce qu'elle juge à propos ; si une Religieuse tenoit ainsi une chose manifestement, sans permission de la Supérieure qui ne l'en reprendroit pas : en ce cas elle ne seroit pas propriétaire, pourveu qu'elle eut une volonté de la donner, la Supérieure la luy demandant, d'autant que le silence de la Supérieure est un consentement tacite, que telle reception ne luy est pas desagréable. Par exemple une Religieuse recevra quelque tableau de quelqu'un de ses parens, sans permission de la Supérieure, qu'elle mettra en sa chambre, en sorte qu'il pourra être vû de celles qui y entreront, elle n'est pas propriétaire, pourveu qu'elle soit en volonté de le quitter, la Supérieure le luy commandant : elle pecheroit neanmoins veniellement en recevant telle chose sans permission.

La propriété qui est défendue par le vœu de pauvreté, ne s'entend pas seulement de l'argent, mais aussi de toutes autres choses temporelles qui sont appréciables. Pareillement la propriété de ces choses n'est pas seulement défendue, mais aussi la propriété de l'usage ou usufruit des mêmes choses ; de sorte que la Religieuse qui a fait vœu de pauvreté, est obligée non seulement de ne s'approprier aucune chose appréciable, mais aussi de n'en pas avoir l'usage ou l'usufruit sans dépendance de la Supérieure.

Pour faire que la propriété soit péché mortel, il faut que la chose qu'on s'approprie soit d'une valeur assez notable, telle valeur selon la meilleure & plus commune opinion, seroit vingt-cinq ou trente sols, laquelle somme seroit le péché mortel. Si on s'approprioit quelque chose qui fut de moindre valeur, on ne pecheroit pas mortellement.

L'ame Religieuse doit avoir en grand' horreur le péché de propriété, comme le plus dangereux de tous : aussi est-il tres-grand devant Dieu, puis que non seulement c'est un péché mortel ; étant que par luy on transgresse son vœu ; mais aussi il est ordinairement accompagné de larcin, étant que par luy on usurpe les choses du Monastere contre la volonté de la Supérieure, outre la désobéissance qu'il mène toujours avec soy : de sorte que la Religieuse propriétaire ne merite pas le nom de Religieuse, mais plutôt le nom de larronesse & de perfide, & doit attendre la même peine que Saphira, si elle ne fait penitence d'un tel péché.

C'est pourquoy la sainte Eglise, afin de destourner les Religieux & Religieuses d'un si abominable péché, a justement ordonné des peines tres-grièves contre ceux qui seroient trouvés propriétaires ; & entre autres elle a ordonné que ceux qui seront trouvez tels à l'heure de la mort, qu'ils soient privez de sepulture Ecclesiastique, & jetez au fumier avec leur argent,

Coriol.  
sup. nu.  
25. & cas.  
8. nn. 4.  
edit. 4.  
Perr. à  
Navar. l.  
3. de rest  
c. 1. n. 30  
& seq.

Coriol.  
sup. 4. u.  
3. Sanch.  
sup. c. 10  
n. 7. & 21



& même d'être deterréz si on les avoit mis en terre sainte , si cela se pouvoit faire sans grand scandale.

Opin.  
comm.  
DD.

Secondement , cette pauvreté extérieure oblige la Religieuse , d'avoir la permission expresse ou interpretative de sa Supérieure , pour donner , prêter , recevoir , disposer , ou user de quelque chose licitement.

Or pour éclaircir davantage les consciences , il est nécessaire d'expliquer icy qu'est-ce que c'est que expresse & permission interpretative ou permission présumée.

La permission expresse de la Supérieure n'est autre chose qu'une permission donnée à une Religieuse pour faire quelque chose particulière , ou bien une permission générale pour semblables choses. Par exemple , une Religieuse aura obtenu permission de sa Supérieure , de donner quelque aumône à une personne particulière ; elle a une permission expresse de sa Supérieure pour faire cette aumône : pareillement la Supérieure lui aura permis de donner aux pauvres en general tout ce qu'elle jugera bon , ou bien elle luy aura spécifié de donner tant de pains par semaine , ou lui aura laissé la disposition des aumônes à sa discretion ; elle a une permission expresse touchant telles aumônes , & peut en bonne conscience les distribuer , selon que la raison & la charité lui suggerent. Il faut dire de même touchant la permission de recevoir quelque chose de dehors : car par exemple la Religieuse à qui la Supérieure a permis de recevoir quelque présent particulier qui lui sera offert , a une permission expresse de recevoir un tel présent : & pareillement si la Supérieure lui permet en general de recevoir les présents de mediocre valeur qui lui sont offerts par les séculiers , & en disposer selon sa volonté , elle a une permission expresse touchant la réception de telles choses , & ne fait point contre le vœu de pauvreté en les recevant & employant selon qu'elle en a besoin.

\* Q'u'on prenne garde soigneusement de ne pas \*  
 obtenir par finesse & tromperie la permission de la  
 Superieure, de donner ou recevoir une chose, qu'elle  
 n'accorderoit pas si on luy demandoit simplement,  
 car si la chose étoit notable, il y auroit grand danger  
 de tomber dans le peché mortel. \*

La permission présumée ou interpretative, c'est  
 quand une chose se presentant à faire, pour laquelle  
 on a coutume de demander permission, on interprete  
 prudemment & raisonnablement la volonté de la Su-  
 perieure, qu'on croit n'être pas contraire, & ainsi  
 on embrasse l'œuvre. Par exemple, quelque present  
 sera offert à une Religieuse par quelque parent, lorsque  
 la Superieure a quelque empêchement qui luy ôte le  
 moyen de luy pouvoir parler; si elle juge que la Su-  
 perieure luy acorderoit telle chose en luy demandant,  
 elle peut interpreter sa volonté, & ainsi recevoir le  
 present qui luy est offert, & réserver à luy dire, quand  
 elle trouvera la commodité. Et generalement, toutes  
 les fois qu'elle juge que la Superieure luy permet-  
 troit, elle peut interpreter son intention, quand elle  
 n'a pas commodité de le luy demander: & la volon-  
 té de la Superieure interpretée de la sorte, exemte de  
 peché mortel & veniel. \* Neanmoins il faut pren-  
 dre garde, qu'encore que la licence presumée ou in-  
 terpretative de la Superieure suffise souvent pour re-  
 cevoir une chose, elle n'est pas pourtant toujours suf-  
 fisante pour user de la même chose, & à plus forte  
 raison pour la donner; c'est pourquoy il faut voir si  
 cette licence presumée s'étend aussi bien sur l'usage  
 ou donation de la chose, comme sur sa reception:  
 c'est à dire, si l'on croit avec fondement & raison,  
 que la Superieure aura agreable qu'on la recoive,  
 qu'on s'en serve, & qu'on la puisse donner; car si une  
 Religieuse recevoit une chose notable de la sorte,  
 qu'elle douteroit si la Superieure luy permettroit de

Sa, ver-  
 bo Elec-  
 mosyna,  
 n. 12.  
 Sanch.  
 sup. c. 19  
 n. 4. 67.  
 n. 8.

• s'en servir, ou de la donner, elle ne pourroit pas la retenir, ni la donner sans luy avoir déclaré, & seroit en mauvaise conscience ; d'autant qu'encore qu'elle ait eu une raison suffisante de recevoir la chose sans permission ; puisqu'elle ne pouvoit pas avoir accez à sa Supérieure, toutefois elle n'a pas raison de la retenir ni de la donner sans permission, puisqu'elle peut l'aborder facilement après, & luy demander. Quant à la coutume de donner ou recevoir certaines choses sans permission dans quelque Maison de Religion, ou dans tout un Ordre, si elle est tolérée par les Supérieurs, & pratiquée généralement par ceux qui sont craignans Dieu, & zelés pour l'observance, elle excuse de tout péché : Je dis, si elle est pratiquée par ceux qui sont zelés pour l'observance ; car si elle étoit seulement pratiquée par quelques-uns, qui ne seroient pas soigneux observateurs des regles, mais que les Supérieurs desireroient qu'on leur demandât permission pour ces choses, quoy qu'ils tolereroient cette coutume, pour mieux entretenir la paix, on ne seroit pas exempt de péché, au moins de péché veniel. \*

Less. 1.2  
c. 41.  
n. 79.  
Sapch.  
sup. n. 5.

Mais il faut prendre garde aux paroles que j'ay ajoutées cy-dessus, que cette volonté doit être interprétée prudemment & raisonnablement, car si cette interprétation se faisoit sans fondement, & sans raison, elle n'exempteroit pas de péché. Ce n'est pas l'interpréter prudemment, quand la Supérieure est présente, & qu'on luy peut demander sans difficulté ; & généralement ce n'est pas l'interpréter prudemment, quand l'on sçait bien qu'elle désire qu'on luy demande permission pour telles choses, & qu'on ne la luy demande pas. Néanmoins si une Religieuse, par exemple, recevoit ou donnoit quelque chose sans permission, à cause qu'elle sçait bien que la Supérieure a de l'affection pour elle, & qu'elle le luy acorderoit sans difficulté, quoiqu'elle sçache qu'elle a pour agreable qu'on

luy demande permission pour telles choses : & même quand la Supérieure ne luy porteroit point une particulière affection ; si elle ne luy demandoit pas permission , pour n'avoir pas confiance en elle , pourveu qu'elle sçache bien qu'elle ne feroit aucune difficulté de luy permettre de recevoir ou donner telle chose ; elle ne peche pas mortellement en ne demandant pas permission , d'autant que la volonté de la Supérieure est prudemment interpretée, quant à recevoir ou donner telle chose précisément ; quoiqu'elle ne soit pas prudemment interpretée, quant à la maniere de la recevoir ou donner : c'est pourquoy elle peche venielement , car quoique la Supérieure ait pour agreable qu'elle recoive ou donne telle chose , neanmoins la maniere ne luy est pas agreable , puisqu'elle desire qu'on luy demande permission.

Lessius  
sup.  
Sanch.  
sup. n. 5.  
& 15.

Que la Religieuse prenne garde de ne se pas laisser aller aisément à interpreter l'intention de sa Supérieure , principalement quand elle luy pourra demander permission ; car souvent pour être trop facile à interpreter son intention , elle tombe dans de grandes fautes contre le vœu de pauvreté : au commencement elle l'interpretera pour des petites choses , & l'habitude se contractant à ne pas demander permission en des petites choses , elle vient à l'interpreter en choses de consequence , & souvent sans aucun fondement & sans raison , la passion & l'affection faisant souvent trouver des raisons apparentes , & ainsi elle se met en danger de faire contre son vœu. Qu'elle prenne donc une sainte resolution de demander permission en toutes les choses qu'elle sçaura être nécessaires de la demander , selon la bonne coûtume de la Religion , & qu'elle soit bien constante à l'observer ; & sur tout qu'elle ne donne ou recoive jamais aucune chose qu'elle sçaura ou doutera être de consequence , sans la

montrer à sa Supérieure, car par ce moyen sa conscience ne sera pas engagée.

Ayant expliqué ces deux sortes de permissions, je dis que la Religieuse, pour s'exempter de tout péché, doit avoir la permission expresse ou interpretative de sa Supérieure, en la manière que je l'ay expliqué, soit pour donner, soit pour recevoir, soit pour disposer, ou user de quelque chose que ce soit, soit pour prêter.

Et d'autant que plusieurs fautes se peuvent commettre par le défaut de cette permission, je mettray icy les principales, afin qu'on s'en donne de garde. 1. La Religieuse fait contre son vœu, & est propriétaire, quand elle donne quelque chose du Monastere, de la valeur que nous avons dit, à ceux de dehors, sans permission expresse ou interpretative de la Supérieure, ou qu'elle en fait alienation par quelque autre moyen : ce qui a lieu aussi quand elle donneroit les choses qui sont à son usage, car tout cela est acte de propriété, selon la commune opinion. Pensent à cecy celles qui ne font point difficulté de donner en cachette, pain, vin, viande, & semblables choses du Monastere, soit à leurs parens, soit à d'autres, de leur propre mouvement, & par affection, sans aucune permission de leur Supérieure : pratique tres-dangereuse, qui oblige & ceux qui donnent telles choses, & ceux qui les reçoivent de mauvaise foy, à restitution, comme étant un larcin manifeste. Ce qui me donnera occasion de dire icy, quand, & comment la Religieuse peut faire quelque aumône.

Premièrement, les Religieuses qui ont l'administration du bien du Monastere, comme depositaire, tresorière, bonsière, & semblables, ne peuvent pas faire l'aumône de ce bien, sinon autant que la Supérieure ou le Convent leur permet ; ôtée cette permission, c'est acte de propriété, soit que l'aumône consiste en argent, soit en choses qui se consomment

Opin.  
comm.  
DD.

par l'usage corporel. Que si elles ne peuvent rien donner par aumône, sans cette permission, à plus forte raison ne pourront-elles pas faire des presens gratuits de ce bien. Et pour donner une regle generale, telles sont propriétaires, quand elles employent le bien de la Maison, autrement que la Superieure, ou le Convent ne leur en ont donné la charge, quoique cet employ semble utile au Convent, car en ce cas elles disposent du bien de la Maison à leur volonté, & non pas selon la volonté de la Superieure, & outrepassent l'administration qui leur est donnée, j'entens toujours sans permission expresse ou interpretative de la Superieure, & telles sont incapables d'absolution, si elles ne quittent cette mauvaise volonté. Que si telles Officières ont coutume de donner quelques aumônes par une coutume pratiquée de long-tems, ou par une permission generale de la Superieure, elles peuvent faire selon la permission, ou coutume de la Maison, neanmoins il me semble qu'il seroit plus expedient, que la quantité des aumônes qui se font, soit par des Officières, soit par le Convent, fut déterminée, ou par le Chapitre, ou par la Superieure, tant afin d'asseurer davantage les consciences de celles qui distribuent telles aumônes, qu'afin d'éviter un grand nombre d'abus, qui peuvent se glisser dans une permission generale qu'auroit une Religieuse de faire des aumônes. Que s'il n'est pas expedient de donner permission generale de faire des aumônes, à plus forte raison ne la doit-on pas donner pour faire des presens indifferemment, par reconnoissance, ou par amitié.

D.Th. 1.  
2. q. 32.  
art. 8.  
Rod. qq.  
Regin.  
tom. 3.  
q. 29.  
art. 10.  
Sanch.  
sup. c. 19  
n. 92. 93

Prennent garde à cecy celles, qui sous pretexte qu'elles ont l'administration du bien de la Maison, pensent qu'il leur est permis de donner tout ce qu'elles jugent expedient, soit par aumône, soit par presens; où souvent sous ce faux pretexte, l'affection se glisse envers quelque personne, à laquelle elles ne

feront point difficulté de donner des choses notables, en sorte même que le Couvent en recevra de l'incommodité, ce qui est un acte de propriété, & un larcin manifeste. Et c'est pour cette cause qu'il n'est pas expedient de donner une permission generale à une Religieuse de donner l'aumône, ou faire des presens selon qu'elle jugera à propos ; car si-tôt que l'affection s'est glissée dans le cœur d'une fille, quand ce seroit même sous pretexte de sainteté, ou de charité, cette affection l'aveugle de telle sorte, qu'elle n'aura pas de crainte de donner plusieurs choses notables, au préjudice du Couvent. Et d'autant qu'elle ne peut pas donner ce qu'elle désireroit sans le consentement & l'aide de certaines Officières, elle les gagne par amitié, afin de tirer d'elles ce qu'elle pretend, & ainsi elle les fait participer à son peché. \* Pour éviter tous ces dangers, celles qui sont établies dans les Offices feront bien de se faire éclaircir par la Superieure, des choses qu'elles pourront donner, soit au dedans, soit au dehors.

**Coriol.** Quant aux autres Religieuses qui n'ont pas l'administration du bien de la Maison, il est certain qu'elles  
**sup. cas.** ne peuvent pas faire aucune aumône sans permission  
**8. n. 11.** expresse, ou interpretative de la Superieure, autrement  
**Sanch.** elles sont propriétaires, & pechent mortellement,  
**sup. c. 19** quand la valeur est notable, quand même l'aumône  
**n. 95.** seroit faite à leurs parens, auxquels elles n'ont pas plus de liberté de rien donner sans permission, qu'aux autres.

**Tol. in** Neanmoins il y a certains cas, auxquels la Reli-  
**Sum. l. 8.** gieuse peut faire quelque aumône sans permission, au-  
**§ 28.** moins expresse, de sa Superieure. Le premier est,  
**Sanch.** quand une personne est en extrême ou en grande ne-  
**sup. n. 97** cessité, & qu'on ne peut pas facilement demander permission à la Superieure, car en ce cas on peut raisonnablement interpreter sa volonté, & satisfaire à une

pressante nécessité. Le second, c'est qu'elle peut faire quelque aumône de ce qui luy reste, quand une certaine quantité d'argent, de pain, vin, viande, & autres choses semblables, est donnée à chacune, à condition qu'elles ne pourront demander davantage, & si elles ont quelque reste qu'elles en pourront disposer selon leur volonté. Ce qui se doit encore entendre, quand les Religieuses ont une pension tous les ans, qui leur est donnée de leurs parens, pour satisfaire à leurs nécessités; car pourveu que la Supérieure leur permette l'administration de cette pension, & d'employer ce qui restera en choses pieuses & permises, elles peuvent sans difficulté en faire quelque aumône. En autres cas, la Religieuse ne peut pas faire d'aumône, sans la permission expresse ou interpretative de sa Supérieure, autrement elle est propriétaire. Ce qui a lieu, quand elle retrancheroit cette aumône de ce qui luy est donné à son repas, car elle ne peut pas disposer de ce qui luy est donné à son usage, ainsi que nous avons déjà dit, sans la permission expresse ou présumée de sa Supérieure: or cette permission ne peut pas être présumée raisonnablement, quand cette pratique n'est pas observée dans la Maison, sçavoir de donner certaines choses à chacune pour en disposer à leur volonté; mais au contraire, quand la Communauté est bien réglée, la volonté de la Supérieure est, que chacune prenne sa nécessité, & qu'il ne luy soit pas permis d'emporter ce qui luy reste; & même quand elle se priveroit entièrement du boire & du manger, afin de le donner, elle commettrait un larcin en le donnant, car l'usage de telles choses luy est seulement concédé, & non la disposition, & la Supérieure ne consentiroit jamais qu'elle se privât de son boire & de son manger pour en faire l'aumône.

Navar.  
Constit.  
de Statu  
Monach  
conf. 3.  
4. n. 49:  
& 48.  
Sanch.  
sup. n.  
100.

Opin.  
comm.  
D D.

Carol.  
p. 2. cas.  
8. n. 8.  
Sanch.  
sup. n.  
100. &  
seq.

Au reste, la Religieuse ne fait point contre le vœu de pauvreté, quand quelque parent, ou autre, luy



Sanch.  
sup. n.  
74.  
Lcilius  
L2.c.41.  
n. 78.

voulant donner quelque argent, elle luy dit qu'elle n'en a pas besoin, mais qu'il luy feroit grand plaisir, s'il le vouloit donner à quelque pauvre personne qu'elle luy nommeroit; mais elle ne peut pas l'accepter, sans la permission expresse ou interpretative de sa Supérieure, pour faire l'aumône elle-même en son nom, autrement elle seroit propriétaire: pareillement elle ne peut pas la faire donner en son nom, & par cette personne qui luy a offert, ou par autre, car cela est vraiment donner, & par conséquent, c'est acte de propriété.

\* 2. Les Religieuses ne peuvent prêter au dehors les choses de la Maison, comme Livres, utensiles, &c. sans la permission expresse ou présumée de leur Supérieure, d'autant que par le prêt elles transfèrent l'usage de la chose prêtée, au moins pour un tems, duquel elles n'ont pas la propriété non plus que de la chose en soy: néanmoins à cause qu'en tels prêts l'on peut plus ordinairement interpreter l'intention de la Supérieure, pour cette cause ils ne peuvent être condamnés si facilement de propriété; joint qu'ils se font communément sur l'esperance que la chose sera bien-tôt renduë. Il s'y glisse toutefois souvent de l'abus, car premièrement quelques-unes en prêtant une chose, pour témoigner plus de bien-veillance, disent à ceux à qui elles la prêtent, qu'ils ne la rendent pas si on ne leur redemande, ce qui est une espece de larcin & de propriété, quand elles ont intention de ne la pas redemander, & qu'elles la prêtent sans permission de leur Supérieure; car si elles la faisoient prêter par la Supérieure, ce ne seroit pas propriété, veuque la Supérieure la pourroit redemander: néanmoins si après l'avoir ainsi fait prêter par la Supérieure, ou après l'avoir prêté avec sa permission, elles incitoient de ne le pas rendre si on ne la redemandoit, elles ne seroient pas exemptes de coulpe, veu que ce seroit comme inciter à la retenir si on

si on venoit à l'oublier, qui seroit une espece de larcin, duquel elles seroient la première cause mouvante.  
2. De tels prêts sans permission de la Superieure, s'en ensuivent plusieurs pertes des choses du Monastere, soit que les Religieuses qui prêtent de la sorte, oublient, negligent, ou n'osent pas par honte redemander les choses prêtées, soit que ceux à qui on les prête negligent de les rendre, ou qu'ils les retiennent tout-à-fait, pensant que le long-tems qu'on leur a laissé est comme une marque qu'elles leur soient données; ce qui n'arriveroit pas, si tels prêts étoient faits avec la permission de la Superieure: Laquelle pour établir un bon ordre en cela, fera bien de donner charge à quelqu'une, de mettre non seulement par écrit les Livres & autres choses qu'on prête au dehors, & à qui on les a prêtés; mais aussi de prendre le soin de les retirer, afin que rien ne se perde; faisant une défense generale de ne rien prêter sans permission, & sans en donner aussi avis à celle qui aura cette charge.

Ayant déclaré les abus qui se peuvent glisser, quand la Religieuse prête les choses du Monastere sans la permission de la Superieure, & apporté les cas auxquels elle peut faire quelque, &c. \*

Peut faire quelque aumône, & ceux auxquels elle n'en peut pas faire: il est necessaire d'ajouter icy ce qui luy est permis de donner & recevoir, & ce qui luy est interdit.

Clement VIII. défend expressément à toutes personnes regulieres d'élargir ou donner aucune chose du Monastere, qui soit d'une notable valeur, & prescrit les choses qu'elles peuvent donner.

In Bulla  
quæ in-  
cipit Re-  
ligiosa  
Congre-  
gat ones

Premierement, elles peuvent donner ce qui aura été déterminé au Chapitre, par un consentement unanime.

2. Elles peuvent donner des choses de petite valeur, c'est à dire, qui soient au dessous de la valeur de vingt ou vingt-cinq sols. Ces petites choses sont pre-

Coriol.  
p. 2. cas.  
8. n. 22.  
Comp.

Bull.  
tom. 3.  
const. 28

mièrement celles qu'on donne par devotion, comme Image, Medailles, Chapelets, Livrets de pieté, Agnus Dei, Montres, Châsses, petits tableaux, bouquets de soye, Reliques, & choses semblables; toutes lesquelles il est permis à la Religieuse de donner, pourveu qu'elles n'excedent pas cette valeur, & que ce soit avec la permission de la Superieure. Pareillement, les petites douceurs qu'on donne à manger, comme fruits secs, confitures, syrops & choses semblables; & generalement tout ce qu'on a coûtume de se servir pour faire quelque petit present.

3. Elles peuvent s'entre-donner les unes aux autres ces choses, & à plus forte raison elles peuvent en faire échange l'une contre l'autre, toujours neanmoins avec la permission expresse ou interpretative de la Superieure.

Or pour mieux juger de la valeur de ces choses, j'ajoutéray icy que quand une Religieuse fait quelque present, par exemple, de quelque ouvrage, il ne faut pas supputer ni le tems ni la façon qu'elle a employé à un tel ouvrage: ainsi quand elle donnera quelque petite châsse bien travaillée, laquelle, considéré le tems, la façon & la matière, seroit estimée plus de demi écu: il me semble que la valeur d'un tel don ne doit pas être suputée quant au tems & à la façon, mais seulement quant à la matière; de sorte que s'il y a pour vingt sols, tant en satin, qu'en canetille, perles, & autres choses desquelles on s'est servi, elle sera de la valeur de vingt sols: Autrement on ne peut pas donner une regle generale, pour bien juger de la valeur de ces petits ouvrages de filles, ausquelles elles employeront quelquefois un long-tems, lequel s'il falloit suputer, la chose vaudroit six fois autant: Il est bien vray que l'industrie, le tems, & la façon, sont raisonnablement appretiés aux ouvrages qu'on vend dans le monde, mais à l'égard des Religieuses, telles choses ne sont

pas raisonnablement supputées, sur tout aux choses qui se donnent ainsi gratuitement.

Que si les Religieuses peuvent donner ces choses sans faire contre leur vœu, elles peuvent par conséquent recevoir avec permission quand elles leur sont offertes, soit par les personnes de dehors, soit par celles de la Maison. \* Et il faut davantage pour faire le péché mortel aux mutuelles donations entre Religieux ou Religieuses d'une même Maison, qu'à celles qui se font au dehors, à cause que la propriété de la chose ne change pas pour cela, mais seulement l'usage. \*

Quant aux choses qui sont d'une notable valeur, la Religieuse ne peut pas les recevoir sans permission expresse ou interpretative de sa Supérieure, qu'elle ne transgresse le vœu de pauvreté; & même elle seroit propriétaire, si elle cachoit une telle chose, & qu'elle s'en servît contre la volonté de sa Supérieure. Davantage si telle chose luy a été donnée absolument; pour s'exemter de tout péché, elle la doit consigner entre les mains de sa Supérieure, ou bien obtenir sa permission pour la retenir. Que si elle luy est donnée à condition qu'elle s'en serve, & ne s'en servant pas, la rendre au donateur; elle seroit en ce cas obligée, ou d'obtenir la permission comme dessus, ou bien la rendre à la personne qui la luy a donnée: Ce qui a lieu aussi quand elle ne retiendroit pas telle chose, mais la mettroit en main tierce afin d'en disposer à sa volonté, car cela se faisant en son nom, & sans permission de sa Supérieure, elle pèche contre la pauvreté: que si elle avoit besoin de telles choses pour ses infirmités & nécessités, elle doit manifester son besoin à sa Supérieure, & obtenir sa permission, & ainsi en user selon son besoin: que si elle ne luy donne pas la permission, & qu'elle refuse injustement de satisfaire à ses nécessités proposées, elle peut la recevoir sans sa permission, veu que la nécessité n'a point de loy; ce qui a lieu, soit que le

Coriol.  
p. 2. col.  
4. n. 6.  
Roder.  
qq. Reg.  
tom. 1.  
q. 19.  
ait. 10.  
Sanct.  
sup. ca.  
19. n. 46  
& 48.  
&c.

Valent.  
2. 2. dist.  
10. q. 4.  
punct. 3.  
Sanct.  
sup. u.  
59.

Couvent ait dequoy satisfaire, ou non.

J'ay ajouté, si la Superieure luy refuse injustement de pourvoir à ses necessités, car si elle luy refusoit de recevoir telle chose pour quelque bonne raison, par exemple, pour la contraindre comme les autres à embrasser la communauté, avec promesse de satisfaire à toutes ses necessités avec charité, elle seroit obligée d'obeir, & disposant d'une telle chose contre le commandement de sa Superieure, elle est propriétaire.

Bien davantage, quand de l'argent qui luy est confié pour acheter certaines choses, elle s'en sert pour en acheter d'autres, qu'elle sçait être contre la volonté de sa Superieure, elle peche contre son vœu, & est propriétaire. Par exemple, une Religieuse aura quelque pension qui luy sera concédée de sa Superieure seulement pour se vêtir, elle ne peut pas employer cet argent en autre chose; & même après s'être revêtue, s'il y a quelque chose de reste, elle n'en peut pas disposer sans la permission expresse ou interpretative de sa Superieure.

Roder.  
qq. Reg.  
tom. 3.  
q. 29.  
art. 10.  
concl. 4.  
Sanch.  
sup. n.  
68.  
Coriol.  
p. 1. c. 8.  
n. 10.

\* Ce que j'ay dit icy des dons & receptions, ne se doit pas étendre sur les choses, que les Religieuses donnent ou reçoivent pour reconnoissance ou recompense; car il est certain qu'elles peuvent donner pour reconnoissance, soit en cōmun, soit en particulier, des choses de notable valeur selon le service qu'elles auront reçu de la personne à qui elles donneront; & pareillement elles peuvent recevoir pour recompense de quelques ouvrages qu'elles auront fait, une chose de notable valeur, ou une somme notable, selon le tems & l'industrie qu'elles y auront mis; pourveu que le tout se fasse avec la permission expresse ou interpretative de leur Superieure; qu'elles croiront, craignant Dieu. Et pour mettre icy en repos les personnes craintives touchant ces choses; je dis qu'elles sont en bonne conscience quand voulant donner une chose à une personne de

dehors , ou recevoir en leur particulier, elles la montrent à leur Supérieure , & obtiennent sa permission, en luy declarant comment elles desirent la donner , ou comme elle leur est offerte , de telle valeur que soit la chose, & peuvent s'assurer sur la permission obtenue de leur Supérieure : & à bon droit, car, comme la plupart des dons qui se font par les Religieuses , ou qui leur sont faits, ne sont pas dons purement gratuits faits pour entretenir l'amitié, mais qu'ils se font aussi pour reconnoissance, elles ne peuvent pas prendre une guide plus assurée de leur conscience en ces dons & receptions, que la permission de leur Supérieure , à qui il appartient d'examiner s'il n'y a rien en iceux contre le vœu de pauvreté; & tant qu'elles ne s'éloignent point de cette permission, ou qu'elles n'usent point de fraude pour l'obtenir , ou qu'elles ne cachent point certaines circonstances, lesquelles étant sçûes de la Supérieure elle ne la donneroit pas, mais qu'elles luy disent franchement ce qui en est , elles sont en bonne conscience, & ne commettent aucun péché. \*

Ayant parlé des principaux manquemens , que la Religieuse peut commettre contre le vœu de pauvreté, en la reception, donation & disposition des choses, sans la permission de sa Supérieure. Il est nécessaire d'ajouter les conditions que doit avoir cette permission, afin d'être exemte de tout péché.

Cette permission pour être bonne doit avoir trois principales conditions : Premièrement, elle doit être legitime : 2. elle doit être volontaire ; & en troisième lieu, elle doit être injuste.

La premiere condition de cette permission, c'est qu'elle doit être legitime, c'est à dire, qu'elle doit être donnée par un Supérieur ou Supérieure legitime. Or il y a deux sortes de Supérieurs legitimes, les uns sont apellés Mediat ou Majeurs, comme sont les Evêques & grands Vicaires, à l'égard des Monasteres qui sont

sous leur Jurisdiction ; Les Generaux , Provinciaux , Visiteurs & semblables , à l'égard des Monasteres qui sont exemts de la Jurisdiction des Evêques. Les autres sont apellés Superieurs & Immediats, tels que sont les Superieurs des Maisons particulières, comme Abbés reguliers , & Abesses, Prieurs , & Prieures , & autres semblables de quel nom qu'ils soient apellés.

Or encore que les Superieurs & Superieures des lieux soient sujets & responsables aux Superieurs Majeurs, néanmoins leur permission est tres-legitime , & elle suffit aussi bien que celle de ceux auxquels ils sont responsables , d'autant qu'ils ont l'administration du Monastere , qui leur donne pouvoir de disposer du bien meuble de la Maison raisonnablement, selon les occurrences. Et l'étendue de leur pouvoir , quand il n'est point déterminé par quelque Statut de l'Ordre, ou par le Chapitre, ou par les Statuts du Monastere, se doit juger selon la quantité des revenus qui sont dans le Monastere, selon les grâdes ou petites necessités qui se presentent, & selon les autres circonstances qui se rencontrent en la chose, pour laquelle il faut faire la dépense.

Et d'autant que plusieurs abus se peuvent glisser dans les Monasteres, à cause des dons, presens & semblables alienations des biens meubles, que pourroient faire sur tout les Superieures, & qu'en effet plusieurs Maisons sont venues en décadence, par la prodigalité de certaines Superieures, qui ne se soucient point de transgresser le vœu de pauvreté , & ayant plus d'affection pour leurs parens que pour leur chere Mere la Religion , n'ont point fait de difficulté de commettre un manifeste larcin , & d'aliener les biens meubles de la Maison pour les en enrichir. Pour cette cause je me sens obligé de déclarer icy premièrement : Que les Superieures des Monasteres n'ont aucunement la propriété du bien tant meuble qu'immeuble de leur Monastere, mais il appartient entièrement au Couvent qui en est le maître & possesseur. 2. Encore qu'elles n'en

Molin.  
tom. 2.  
de iust.  
disp. 276  
Sanch.  
sup. n.  
42.

ayent pas la propriété, elles en ont toutefois l'administration ou l'économie, mais dépendamment de la Communauté qui leur donne ce pouvoir; c'est pourquoy une Supérieure ne peut pas disposer du revenu du Monastere, selon sa volonté, mais selon qu'il est ordonné par le Chapitre, ou par les Statuts de l'Ordre, ou particuliers au Monastere, lesquels si elle excède en chose notable, & qu'elle dispose autrement du bien de la Maison qu'il ne luy est pas concédé, outre le péché d'injustice qu'elle commet en disposant d'un bien qui ne luy appartient pas, qui l'oblige à restitution, elle pèche contre le vœu de pauvreté, auquel elle est obligée aussi bien que les autres Religieuses, & est propriétaire.

Et d'autant que plusieurs Couvents, étant sujets aux Ordinaires des lieux, n'ont aucun Statut d'un Chapitre general, qui détermine la quantité qui peut être donnée; il semble que les Evêques, ou leurs Députés, feroient bien, si<sup>e</sup>, pour retrancher les desordres qui se peuvent glisser par la prodigalité des Supérieures des lieux, ils faisoient faire limiter leur pouvoir par un statut passé & reçu du consentement unanime de toutes les Religieuses du Couvent, que la Supérieure ne pourra en aucune manière outrepasser. Il faut dire de même touchant les bâtimens, auxquels se commettent par fois des excès notables, faisant limiter son pouvoir à l'égard de bâtir ou démolir, & spécifier une certaine somme qu'elle ne pourra surpasser. Ceci soit dit pour les Supérieures, qui se doivent souvenir qu'elles ne sont pas propriétaires du bien de la Maison, mais seulement qu'elles en sont oeconomes, & ainsi qu'elles ne le peuvent pas seulement employer aux choses qui concernent l'avancement de la Maison.

Pour donc revenir à la première condition que doit avoir cette permission, je dis qu'elle est légitime quand elle est donnée par les Supérieures des Monasteres particuliers, & qu'elle suffit, pourveu qu'elle n'excède pas la limitation qui leur est faite, ou par une détermina-



tion d'un Chapitre general, ou par un statut du Monastere où elles sont Superieures, en la manière que j'ay dit cy-dessus. Il faut neanmoins remarquer, que cette permission, pour être legitime, doit être donnée de la Superieure qui est presentement Superieure, car plusieurs pour avoir autrefois obtenu quelque permission generale d'une Superieure qui sera morte, de disposer selon leur volonté de certaines choses du Monastere, ne feront point difficulté de continuer dans la disposition de telles choses, contre la volonté de la Superieure élûe du depuis, ce qui est un grand abus, veu que toutes les permissions, & toutes les graces obtenûes d'une Superieure, perdent leur valeur, si elles sont retractées par celle qui est Superieure presentement; c'est pourquoy si une Religieuse continuoit dans la disposition de telles choses, sans la permission expresse ou interpretative de la nouvelle Superieure, elle seroit propriétaire, d'autant qu'elle dispose d'une chose contre la volonté de la Superieure, laquelle n'est pas obligée de garder ce que l'autre a établi, sinon autant que Dieu & la regle l'y oblige, mais elle peut faire des ordonnances toutes contraires, quand elle juge qu'il est necessaire pour la bonne observance & pour le bien de la Maison, car le pareil n'a point de pouvoir d'obliger son pareil.

La 2. condition de cette permission, c'est qu'elle doit être volontaire, & non pas obtenûe par fraude ou par contrainte; car si elle étoit obtenûe par fraude, c'est à dire, si l'inferieure avoit caché à sa Superieure quelque circonstance, laquelle ayant sçû, elle n'eût pas donné telle permission, l'inferieure ne seroit pas en seureté, & son peché seroit grand ou petit, selon la valeur de la chose ainsi obtenûe par fraude. Pareillement si elle étoit obtenûe par contrainte, elle seroit involontaire & par consequent invalide: par exemple, si la Superieure concedoit une chose à une inferieure, à cause qu'elle sçait que ne la luy cédant pas, elle trou-

bleroit tout le Convent par ses plaintes, murmures, & impatiences, ne la lui accordant que par force pour entretenir la paix : telle Religieuse ne seroit pas en seureté pour cela, mais en danger de se perdre, principalement si elle connoissoit que telle chose luy est accordée par contrainte.

Leff. l. 2.  
c. 4. n. 25  
Sanch. c.  
19.  
n. 17. &  
seq.

Pensent à cecy celles qui ne voulant pas se ranger à suivre quelque reforme ou reglement établi dans le Monastere, veulent selon ce qu'elles ont vû avoir été pratiqué autrefois dans la Maison, disposer à leur volonté des presens qui leur sont faits de dehors, soit en argent, soit autrement, que la Superieure leur accorde par force, craignant que le refus ne trouble la paix du Convent.)

La 3. condition de cette permission pour exempter de tout peché, c'est qu'elle doit être juste. La permission d'une Superieure n'est pas juste, quand elle permet à une Religieuse d'employer les choses du Monastere, ou les choses qui luy sont données, en vanités & superfluités : & tous les Docteurs tiennent, que tant la Superieure que l'inferieure pechent mortellement, en employant une somme notable en vanitez & superfluités, n'étant jamais permis aux personnes qui ont fait vœu, de pauvreté de faire tel employ. Et même plusieurs tiennent, que tant la Superieure que l'inferieure tombent dans le peché de propriété, à cause que la Superieure ne peut pas donner telle permission, pour n'avoir que l'administration du bien de la Maison, & non pas la propriété & domaine ; administration qui ne luy donne aucun droit d'employer un tel bien en choses vaines & superflues, mais seulement en choses nécessaires, utiles, pieuses, & honêtes ; & ainsi le pouvoir qu'elle s'attribuë, & la permission qu'elle donne d'employer le bien en telles choses, est de nulle valeur.

Opin.  
comm.  
D D.

Navar. l.  
3. const.  
de stat.  
Monac.  
conf. 3. n.  
3233. 46  
& 48.  
edic. 3.  
Rod. qq.  
Reg. 10. 3  
q. 29. arr.  
11. sanch  
sup. n. 28  
& seq. &  
n. 100.

Pensent à cecy les Abesses & autres Religieuses,

qui ne font point de difficulté d'aller passer une partie de l'année, sans vraye & manifeste nécessité, hors le Monastere, aux dépens du Convent. Enquoy elles détruisent davantage par leurs mauvais exemples, que les autres n'édifient par leur bonne vie : bien pire quand par telle dispense elles sont cause que les autres Religieuses pâtissent en ce qui est de leur vivre & vêtir, ce qui crie vengeance devant Dieu.

**Silvester** Or à cause que dans les Monasteres où la commu-  
**verb. Re-** nauté de biens n'est pas gardée, plusieurs abus se glif-  
**ligio 6.** sent ordinairement touchant l'employ en choses vai-  
**q. 7. fin.** nes & superflus : Les Abesses & autres Superieures  
**Leff. l. 2.** sont étroitement obligées d'y établir une communau-  
**c. 4. n. 32.** té de biens ; & les inferieures sont pareillement obli-  
**Sanchez** gées de ne s'y pas opposer. Et la Superieure leur com-  
**sup. n. 27** mandant de remettre entre ses mains la disposition de  
**x. 28. & c** leur pension, afin d'établir une maniere de vie plus  
**2. n. 15** Religieuse & plus sainte, elles sont obligées d'obeir,  
**o. & 27** quand elles jugent, que par un tel changement, elles  
 ne seront privées de ce qui leur est nécessaire pour  
 s'entretenir selon leur condition. Et même elles se-  
 roient propriétaires, si après un tel commandement,  
 elles continuoient à disposer de leur pension selon leur  
 volonté : car selon la commune opinion, la Religieuse  
 ne peut disposer d'aucune chose contre la volonté de  
 sa Superieure, sans être propriétaire. Ce qui a même  
 lieu quand telle maniere de vivre auroit été observée  
 lorsqu'elles sont entrées en Religion : car il n'y a  
 point de Regle qui ne commande de vivre en com-  
 mun, & par conséquent toute Superieure a droit de les  
 obliger à cela.

**Opin.**  
**comm.**  
**DD.**

Prennent garde à cecy les Religieuses qui ne se veu-  
 lent pas ranger à la Communauté, faisant bande à  
 part pour vivre plus en liberté, & disposer à leur vo-  
 lonté de leur peculium ou pension, qui leur est acor-  
 dé bien souvent de leur Superieure par contrainte, ou

qui les tolere là dedans pour éviter un plus grand mal, état tres-dangereux pour une Religieuse, à cause du peril manifeste qu'il y a de se perdre.

Neanmoins il n'y a point de doute que la Supérieure ne puisse permettre à ses Religieuses d'avoir quelque peculium, c'est à dire, une certaine pension & revenu annuel, qui leur est donné par leurs parens ou autres personnes, afin de s'en servir indifferemment pour leurs necessités, & en choses honêtes & pieuses, revocable néanmoins par la Supérieure quand elle le jugera à propos : Ce qui se pratique en plusieurs Religions, quoyque la communauté de biens en toutes les choses qui sont à l'usage des Religieuses, soit beaucoup plus louable, plus sainte, plus parfaite, & même beaucoup plus utile pour l'augmentation du bien de la Maison, ainsi que l'experience le témoigne. Bien davantage, ce n'est pas chose défenduë d'elle-même, quand la Supérieure acorde à chaque Religieuse une certaine somme d'argent, pour la nourriture, vêtir, & autres necessitez, avec cette condition qu'elles se contenteront ; & si elles ont quelque chose de reste, qu'elles pourront l'employer en choses pieuses & honêtes selon leur volonté : telle coûtume néanmoins ne doit pas être tolérée, sinon quand on ne peut pas faire autrement, à cause des grands abus qui s'y glissent insensiblement.

Au reste la Supérieure a juste cause de donner permission à l'inférieure de disposer de quelque chose du Monastere, ou de ce qui lui sera donné par les seculiers, quand telle disposition se fait pour quelque fin honête, ou pieuse : comme pour faire quelque œuvre de charité, pour faire quelque present en reconnoissance des bienfaits ; pour faire dire quelques Messes, & pour semblables causes.

Troisièmement, cette pauvreté extérieure oblige la Religieuse à l'usage moderé des choses qui lui sont

Navar.  
l. 3. cons.  
stit. de  
stat. Mo.  
conf. 14.  
n. 6. edit.  
3.  
Saverbo  
Religio  
n. 48.  
Sanch.  
sup. c. 22  
n. 21.

Less. l. 2.  
c. 4. n. 33  
Sanchez  
sup. c. 22  
n. 14.

Nav. lib.  
3. cons.  
de stat.  
Monac.  
conf. 3. n.  
33. edit.  
3. Sa ver-  
bo Reli-  
gio n. 48  
Sanchez  
sup. c. 19  
n. 36.

Less. d. l.  
2. c. 41.  
n. 28.

*Sancti-  
sup. c. 19  
n. 115.*

concedées. A laquelle obligation elle contrevient premierement, quand elle laisse perdre le bien du Convent, ou les choses qui sont à son usage particulier par negligence ; ou qu'elle les dissipe prodigalement par mauvais ménage : & ce défaut seroit grand ou petit, selon la quantité de la perte & dissipation volontaire. Neanmoins pour s'exempter de tout péché, il suffit qu'elle apporte une diligence mediocre & raisonnable, pour conserver les choses du Monastere, quand elle en a la commission, ou les choses qui sont à son usage particulier. Que si après cette diligence quelque chose se perd ou se gâte, elle ne doit pas s'inquieter, veu qu'il n'y a point de péché.

*Navar.  
com. 4. n.  
27.  
Clement  
I. de stat.  
Monach.  
Lett. l. 2.  
c. 41. nu.  
78.*

Secondement, elle contrevient à cette obligation quand elle a à son usage particulier des choses abondantes & superflues : pareillement des choses trop curieuses & precieuses, principalement quand elles excèdent notablement la mediocrité, quand ce seroit même avec permission de sa Supérieure, laquelle ne doit & ne peut pas donner permission à une Religieuse, de tenir à son usage aucune chose, que conformément au vœu de pauvreté de la regle promise, pauvreté qui oblige plus ou moins, selon que la regle est plus ou moins étroite en l'usage des choses ; car on ne peut pas donner un jugement certain de cela, à cause que l'obligation n'est pas égale en toutes Religions : neanmoins toute personne regulière généralement, est au moins obligée de n'exceder pas notablement la mediocrité, soit en habits, soit en meubles, & choses semblables, autrement elle seroit contre son vœu.

Troisièmement elle contrevient à cette obligation, quand elle choisit sans vraye nécessité le meilleur, le plus commode, curieux, & precieux de ce qui est ordonné en commun pour l'usage des Religieuses ; J'ay dit sans vraye nécessité, car si, par exemple, une Religieuse a nécessité des meilleurs vêtements, elle ne doit

point faire difficulté de les prendre si le choix luy en est donné : Et même si elle juge que les meilleurs & les plus commodes luy soient nécessaires pour ses infirmités, elle semble être obligée d'en faire choix : car comme l'on peut marquer en se trop flattant, aussi peut-on manquer par indiscretion, en entreprenant des austérités plus grandes que les forces ne peuvent pas porter, d'où naissent souvent de longues infirmités, qui rendent les personnes inhabiles aux fonctions de la Religion. Que si la nécessité n'y est pas, ce seroit contre la perfection du vœu de pauvreté de faire choix des choses meilleures & plus commodes, & on pecheroit veniellement.

Enfin cette pauvreté extérieure semble obliger les Religieuses d'avoir au moins une volonté, l'occasion se présentant d'endurer quelque fois la disette des choses, car celle qui voudroit ne manquer d'aucune chose, mais avoir tout à souhait, soit en santé, soit en maladie, comment pourroit-elle être appelée pauvre, puisque les pauvres doivent differer des riches du monde, spécialement en ayant quelque fois disette des choses.

La seconde pauvreté est celle qu'on appelle pauvreté d'affection, laquelle regarde l'intérieure, & sans cette pauvreté l'extérieure n'est point du tout meritoire : cette pauvreté oblige à ne mettre son affection à aucune chose, & on contrevient à cette obligation en trois manières.

Premièrement, quand l'on desire d'avoir les choses superflues, curieuses, ou précieuses : lequel désir est grand péché, ou petit, selon la valeur des choses superflues & curieuses qu'on souhaite sans raison.

2. Quand on desire desordonnément & avec inquietude les choses utiles & commodes ; comme quelque chose qui regarde le vivre, vêtir, ou autres semblables, ce qui est péché veniel : ce désir est souvent

*Opin.  
comm.  
DD.*

Opin.  
comm.  
DD.

cause qu'on se laisse aller aux murmures & impatiences lors qu'on ne peut pas obtenir telles choses. Celle qui veut être vraiment pauvre d'affection, doit vivre dans une tres-grande indifférence d'obtenir, ou ne pas obtenir telles ou telles choses, principalement quand elles ne luy sont pas absolument nécessaires. L'on contrevient encore à cette pauvreté, quand l'on est trop attaché à ce qu'on a à son usage particulier, ce qui est peché veniel : Cette attache peut arriver à telle extrémité que la Religieuse viendra à s'inquieter, s'affliger, & murmurer, si sa Supérieure dispose de ce qu'elle a à son usage autrement qu'elle desire : que si elle luy accorde selon son souhait, ce sera par force, de quoy l'inférieure n'est pas ignorante, ce qui est dangereux, spécialement quand la chose est de prix & peu convenable à sa profession ; c'est pourquoy il faut bien prendre garde de ne nous pas laisser aller à ces affections déréglées, mais vivre dans un grand dépouillement & tranquillité d'esprit, quelque chose qui nous puisse être ôtée. Un signe de cet attachement est, quand on ne veut pas qu'aucune autre se serve de quelque chose qu'on a en sa chambre, bien qu'on ne s'en serve point.

Troisièmement, l'on contrevient à cette pauvreté d'affection, quand on met trop son cœur aux choses mêmes nécessaires, car elle est vicieuse, veu qu'il faut user des choses comme si on ne les avoit pas, ainsi que dit Saint Paul.

Il y a une troisième pauvreté, qui est encore plus intérieure que la précédente, aussi regarde-t-elle les choses intérieures : Par cette pauvreté nous devons détacher nôtre affection de trois sortes de biens qui regardent l'esprit.

Les uns sont naturels, comme sont les puissances de l'ame, propre jugement, propre volonté, &c. Lesquels biens nous posséderons sans affection si nous les assujettissons au bon plaisir de Dieu & des Supérieures,

même des égaux & inferieurs , leur cedant volontiers, & leur donnant à gagner lors qu'ils le voudront emporter : car si l'ame Religieuse veut posséder avec affection son jugement & la volonté elle tombera à une infinité de fautes.

La seconde sorte de biens desquels nous devons détacher nôtre affection ; sont les biens qui pour leur excellence se tiennent du côté de l'esprit ; tels sont la reputation, propre loüange, grand office, & honneur : car l'ame qui est vraiment pauvre d'esprit , ne doit s'attribuer autre chose que le neant, le peché, & l'enfer, & ne rechercher aucunement son propre interest en la possession de tels biens, mais seulement celui de Dieu : pour cette cause, quand la Providence permettra qu'elle soit privée de ces biens, il faut qu'elle en recoive amoureusement la privation. Du défaut de ce degré de pauvreté proviennent les irresignations, impatiences, coleres, averfions, haines & autres semblables maux, mais nous avons parlé ailleurs de ces imperfections, comme aussi des precedentes.

La troisième sorte de biens qui regardent l'esprit, sont les biens surnaturels, tels que sont les graces gratuites, lumieres, connoissances, douceurs, paix intérieure, & autres consolations ; la soustraction desquels biens est d'autant plus difficile à supporter, qu'elle nous semble priver de Dieu même : il faut néanmoins que l'ame Religieuse se détache de l'affection de ces biens, & qu'elle n'adhere qu'à l'Authéur de tous biens, demeurant aussi contente, sinon sensiblement, au moins en la partie supérieure, comme si elle étoit dans la possession de tels biens à son souhait.

Du défaut de ce degré proviennent les irresignations, découragemens, lâchetés, infidelités, dans lesquelles l'ame inconstante va recherchant quelque contentement parmi les creatures, au lieu de se servir de telles soustractions, selon l'intention de la divine Pro-



vidence, laquelle l'avoit privée de ces choses, afin qu'elle apprît à n'aimer aucune chose, sinon Dieu ; mais elle montre bien qu'elle ne l'aime pas privativement à toutes autres choses, puis qu'elle se trouble & qu'elle se laisse aller à mille imperfections, pour se voir privée de ces graces. Il est bien vray que l'ame devote peut quelque fois desirer de tels dons, non pas pour y mettre son affection, mais pour luy servir comme d'éperons, pour marcher avec plus de courage par dessus les difficultez qui se presentent en la voye de Dieu, mais il ne faut pas que ce desir soit déréglé, mais elle le doit toujourns unir au bon plaisir de Dieu, demeurant indifferente à l'égard de la soustraction ou possession de tels biens. Nous en avons parlé plus amplement en l'Instruction 17. du 2. Livre de la II. Partie, article 2. où l'on pourra avoir recours.

*Avis pour la Confession.*

**L**Es Religieuses s'accuseront icy, si elles ont retenu quelque chose avec propriété, c'est à dire, en cachette, & sans permission, & avec volonté de ne la pas rendre à leur Superieure, quand elle leur eût demandé : & qu'elles specifient en Confession, ou la chose qu'elles se sont appropriées, ou sa valeur, & le tems qu'elles ont demeuré dans cette propriété. Il faut dire de même si elles avoient donné quelque chose du Monastere, soit par aumône, ou en autre maniere, sans permission expresse, tacite, ou interpretative de leur Superieure. Comme aussi si elles avoient reçu quelque chose sans permission, quoy qu'elles fussent en volonté de la donner, si la Superieure leur eût demandé. Pareillement si elles avoient laissé perdre le bien du Convent ou les choses qui sont à leur usage par leur negligence, ou peu de soin, qu'elles s'en confessent : neanmoins qu'elles ne soient pas scrupuleuses en ce point, principalement

palement si ces choses se sont gâtées ou perduës plutôt par accident que par leur negligence. Pareillement si elles ont excédé la mediocrité aux choses qui sont à leur usage, soit en l'abondance, soit par le prix. Pareillement si elles ont désiré ou recherché le plus commode, le plus propre, ou le plus beau sans nécessité, ne voulant pas être privées d'aucune chose qui les pût accommoder. Enfin si elles ne se sont point trop attachées par affection aux choses qui étoient à leur usage.

---

*A quoy oblige le Vœu d'Obedience, les manquemens qui se peuvent commettre contre ce Vœu, & les choses necessaires de sçavoir pour le bien observer.*

## INSTRUCTION II.

**T**Onchant l'obedience sans laquelle il n'y a point de Religion, nous en parlerons presque de la même manière que nous avons parlé de la pauvreté: car nous pouvons dire qu'il y en a de trois sortes. L'une qui regarde purement l'exterieur, & s'appelle obedien-  
ce d'execution; l'autre regarde la volonté, & se peut appeller obedien-  
ce d'affection; & la troisième regarde le jugement, & se peut appeller obedien-  
ce de jugement ou obedien-  
ce intime.

La premiere obedien-  
ce, qui est l'obedien-  
ce d'execution, est celle-là, par laquelle on fait l'œuvre com-  
mandée par la Superieure, mais seulement à l'exterieur  
& comme par contrainte; c'est pourquoy telle obe-  
dien-  
ce n'a que l'aparence de l'obedien-  
ce, n'ayant rien  
en soy qui merite le nom de vertu, aussi est-elle plus  
demeritoire que meritoire.

A ce premier degré d'obedien-  
ce contrevient la Re-

FFF

Leffins  
de just. l.  
2. c. 41.  
n 74. fu.  
n. l. 18.  
Sanchez  
op. mor.  
l. 6. c. 4.  
n. 43.

ligieuse. Premièrement en résistant directement à sa Supérieure, qui lui commande une chose qui n'est pas manifestement mauvaise, & qu'elle a pouvoir de luy commander. Telle desobeïssance est peché mortel, quand la Supérieure use de telles paroles: Je vous commande en vertu de l'obedience promise: je vous commande sur peine d'être declarée rafractaire de l'obedience: je vous oblige autant que je vous puis obliger: je vous commande en vertu du vœu solennel que vous avez fait: je vous commande sur peine d'être punie exemplairement: ou qu'elle use de semblables paroles: car selon la maniere usitée des Religions, les Supérieures ont intention d'obliger leurs sujets, quand ils usent de telles ou semblables paroles, & l'inférieur est obligé d'obeïr sur peine de peché mortel. Les Supérieures neanmoins doivent bien prendre garde de ne pas user de telles paroles, sinon en chose de tres-grande importance, qui regarde la regle ou les statuts de la Maison, ou les Commandemens de Dieu ou de l'Eglise, & après avoir bien considéré s'il est absolument nécessaire de faire un tel commandement, de peur d'enlacer les ames de leurs sujets dans les filets du diable; en quoy neanmoins quelques Supérieures commettent de grands manquemens, usant à la moindre occasion de tels commandemens.

Sanchez  
op. mor.  
l. 6. c. 1. &  
alii pass.

Et pour remedier icy à plusieurs inquietudes & troubles de conscience qui arrivent aux ames craintives pour tels commandemens, il ne faut pas qu'elles se persuadent que les Supérieures qui usent de telles formes presque à chaque commandement qu'elles font, même aux choses legeres, obligent pour cela à peché mortel, sur tout quand il est constant que la chose n'est pas autrement de consequence; car si cela étoit il s'en suivroit qu'une Supérieure indiscrete pourroit enlacer les consciences de ses sujets par ses commandemens inconsidérés, & que l'état Religieux seroit une condi-

tion plus dangereuse pour tomber dans le peché mortel, que celle des gens du monde. Il est vray qu'il y a peché mortel à transgresser les commandemens de la Supérieure, quand ils sont faits sous quelque'une de ces formes, ou autre ayant la même force, lors que par eux elle commande une chose dont l'observance est notablement nécessaire pour l'entretien de la paix de la Maison, ou pour l'observance reguliere, en sorte qu'étant delaisnée, ces choses seroient notablement intéressées; veu que les Supérieures des Monasteres ont pouvoir de commander ces choses, & la chose commandée étant notable, feroit que la transgression du commandement seroit peché mortel: car encore que les Supérieures des Monasteres n'ayent pas une Jurisdiction spirituelle sur leurs filles, veu qu'elles en sont incapables, elles ont toutefois une jurisdiction temporelle, en vertu de laquelle elles peuvent faire les commandemens convenables pour le gouvernement extérieur, l'entretien de la paix, & la bonne observance des Regles & Constitutions: & si les Peres de famille peuvent faire des commandemens obligeant à peché mortel, quand la chose est notable & nécessaire pour l'entretien de la paix; à plus forte raison doit-on accorder ce pouvoir aux Supérieures des Monasteres; car outre qu'elles sont Meres de familles, c'est que les Religieuses se sont obligées par vœu de leur obeïr. Mais si la chose commandée est telle que son observance ne peut point apporter un notable dommage à la paix & à l'observance reguliere, la transgression d'un tel commandement n'est que peché veniel, s'il n'y intervient quelque mépris ou scandale notable, ou autre circonstance notable.

Je ne scaurois m'empêcher de blâmer icy en passant la temerité de certaines Supérieures qui usent de ces formes en leurs commandemens. Je vous commande sur peine de peché mortel, sur peine d'excom-

munication, & semblables qui denotent clairement une Jurisdiction spirituelle, de laquelle leur sexe est incapable. Elles doivent donc sçavoir que JESUS-CHRIST, & l'Eglise après luy, n'a pas trouvé expedient de leur conceder aucune Jurisdiction spirituelle, & qu'ainsi le pouvoir d'excommunier ne leur est point donné, ni pareillement celuy d'obliger sur peine de peché mortel. que si leurs commandemens obligent quelquefois à peché mortel, c'est à cause que la chose commandée est notablement importante pour la paix, ou pour l'observance reguliere, & non pas à cause du pouvoir qu'elles pourroient avoir d'obliger sur peine de peché mortel : C'est pourquoy les inferieures ne doivent pas s'inquieter quand tels commandemens leur sont faits, elles doivent néanmoins s'étudier de les exécuter selon leur pouvoir.

Que si la Superieure fait quelque commandement, auquel l'inferieure doute si elle est obligée d'obeïr, ou non, soit qu'elle doute si la chose commandée est permise ou non, soit qu'elle doute si la Superieure a pouvoir de la luy commander ou non, soit qu'elle doute si la chose commandée est legere ou notable, l'inferieure est obligée d'obeïr : Et encore que j'aye dit ailleurs, qu'il ne soit pas permis d'agir contre un doute : néanmoins en ce qui concerne l'obedience, l'inferieure est obligée de déposer son doute, & de faire la chose commandée, pourvû qu'elle ne soit pas manifestement mauvaise. Elle pourra déposer son doute, en considerant si la chose commandée avec toutes ses circonstances n'est pas permise & bonne ; que la Superieure peut avoir des raisons qu'elle ne connoît pas ; qu'elle doit beaucoup deférer à son autorité, puis qu'elle luy est donnée de Dieu pour la gouverner ; qu'en refusant d'obeïr, quand la chose ne semble pas être manifestement mauvaise, ou prejudiciable notablement à elle-même ou au prochain,

qu'elle donnera du scandale, & qu'ainsi elle doit éviter de deux-maux le plus grand & le plus évident, sçavoir le scandale. D'où il faut inferer, que quand elle doute si la maladie est suffisante pour s'exempter de dire le divin Office, d'entendre la Messe, & de jeûner aux jours commandez, qu'elle doit obéir en cela, & suivre le commandement de sa Supérieure; il faut dire de même quand elle doute si elle peut manger de la viande en Carême, ou aux autres jours auxquels elle est défendue, & en toutes autres choses semblables: & doit croire que sa Supérieure ne luy fait point ce commandement, qu'elle ne connoisse manifestement la nécessité qu'elle en a, ou qu'elle n'en ait pris avis du Medecin, lequel elle est obligée de suivre.

\* Et pour répondre icy à certaines scrupuleuses, qui disent que la Supérieure n'est pas dessus les Commandemens de l'Eglise, & qu'ainsi elle ne peut rien commander à l'encontre; je dis que quand une Supérieure commande une chose qui semble contraire aux Commandemens de l'Eglise, elle ne fait autre chose, sur l'assurance qu'elle en a, soit par le Medecin, soit par la raison, ou autre connoissance, que de déclarer à celles qui luy sont sujettes, que le Commandement de l'Eglise n'oblige pas en tel cas, & les Religieuses s'en remettant à son jugement, sont en assurance, & pratiquent la vertu d'obéissance, & ne sont pas obligées d'examiner si son jugement est bon. Que si elles étoient tellement assurées que la chose ne se pourroit pas faire en conscience, ne connoissant aucune raison de transgresser le Commandement de l'Eglise, elles seroient obligées de luy représenter humblement qu'elles font conscience de cela, & qu'elles ne peuvent pas se résoudre de luy obéir: mais qu'elles ne s'arrêtent pas à leur jugement, que dans une pleine & parfaite connoissance & assurance, qu'il n'y a aucune raison de

faire à l'encontre du Commandement : car s'il y a quelque raison, quoyque petite, ou quelque doute, comme dessus, elles doivent captiver leur jugement, & suivre celui de leur Supérieur. \*

Opin.  
comm.  
DD.

Bonac.  
derest.d.  
2. q. 5. p.  
2. n. 3. &  
alii pass.

Secondement, la Religieuse contrevient à ce degré, quand elle attaque sa Supérieure de paroles rudes, fientes, & piquantes, lorsqu'elle commande ou ordonne quelque chose qui ne lui est pas agreable, refusant de lui obeir : ce qui pourroit être peché mortel, principalement s'il y avoit du mépris, ou qu'il s'en ensuivroit du scandale. Qu'elle se souviene icy, qu'elle est obligée de rendre l'honneur & la reverence dûë à sa Supérieure, & que lui déniaut ce devoir, elle commet un grand ou petit peché, selon l'intention : & les autres circonstances avec lesquelles elle lui refuse ; si elle dénioit la reverence qui luy est dûë par un mépris de son autorité, ou avec un scandale notable, elle pecheroit mortellement ; mais si le mépris étoit léger & sans grand scandale, il n'y auroit que peché veniel.

Troisièmement elle contrevient à ce degré, quand elle se montre de si mauvaise & fâcheuse humeur à sa Supérieure, qu'elle n'ose lui rien commander s'il n'est conforme à sa volonté ; ni pareillement rien refuser, de peur que par son mauvais naturel elle ne trouble tout le Convent : ce défaut est très-dangereux, & met une ame en grand peril de se perdre ; & celle qui vit en cette sorte ne merite pas seulement le nom de Religieuse, puis qu'elle fait obeir par sa superbe sa Supérieure à ses volontés, au lieu de se soumettre à son obeissance, selon la promesse solennelle qu'elle en a faite.

A ce degré contrevient en quatrième lieu, celle qui sachant que sa Supérieure veut avec raison commander, ordonner, ou défendre quelque chose, la previent & avec industrie la fait condescendre à suivre sa volonté : tel procédé est fort dangereux, quand par luy on empêche que la Supérieure n'ordonne quelque chose,

qui seroit utile pour la bonne observance de la Regle ou Constitutions ; & seroit peché mortel ou veniel, suivant le bien qu'on empêcheroit, ou le détriment qu'on apporteroit. Que la Religieuse prenne garde à ce point, car le peché mortel est bien-tôt commis, quand on est cause que quelque bonne ordonnance ne se fait pas, soit pour empêcher un mal, soit pour établir un bien. Osté tels cas ce n'est que peché veniel.

A ce degré contrevient en cinquième lieu, celle qui interprete trop facilement l'intention de sa Supérieure, en chose qu'on a coutume de demander permission formant sa conscience sur ces interpretations pretendues, conformément à ses propres desirs & inclinations ; que si elle en parle à sa Supérieure ce sera peut-être lorsque la chose est commencée, & qu'elle sera comme contrainte de luy permettre de la continuer. Qu'elle prenne garde de ne se relâcher aisément en ce point, d'interpreter l'intention de sa Supérieure, mais qu'elle ne fasse rien sans sa permission, spécialement les choses auxquelles on a coutume de la demander, même les petites ; car si-tôt qu'on a ouvert la porte à telles interpretations, on tombe bien-tôt dans une liberté de faire toutes choses de sa tête, & par conséquent, de ne rien faire qui vaille.

Enfin, à ce degré contrevient celle qui fait semblant d'obeir, & n'obeit pas ; pareillement celle qui laisse en arriere quelque chose commandée de sa Supérieure.

Ces desobeissances, principalement les dernières ne sont que pechés veniels, si ce n'étoit qu'on fût obligé d'ailleurs sur peine de peché mortel, à faire telles choses, ou qu'on laissât d'obeir par mépris de la Supérieure, ou qu'il s'en ensuivît quelque scandale notable. Au reste il y a une plus grande faute à desobeir à une Supérieure en Chef, qu'à une Supérieure subalterne, comme sont les Prieures

Sanchez  
op. mor.  
l. 6. c. 4.  
n. 70.  
Navar.  
in Ench.  
c. 23 n. 17  
Toler.  
sum. l. 8.  
c. 18. n. 3



ou Vicaires à l'égard d'une Abbessé, les Sous-Prieures, à l'égard des Prieures en Chef; & on n'est jamais obligé d'obéir à une Supérieure subalterne, contre le commandement d'une Supérieure en Chef.

La seconde sorte d'obédience est celle, que nous avons appelé obédience d'affection, par laquelle nous faisons non seulement extérieurement la chose commandée, mais aussi nous la faisons de bonne volonté, en laquelle consiste principalement la vertu d'obédience.

Cette obéissance d'affection requiert premièrement, que la chose commandée soit faite allegrement, & de bon cœur, car l'inférieure considérant la chose commandée comme le bon plaisir de Dieu, elle l'embrasse de tout son cœur avec allegresse, n'ayant autre désir que d'agréer à son Epoux, qui s'attribue cette obéissance comme si elle étoit faite à luy-même.

2. Cette obéissance requiert que l'œuvre commandée soit faite promptement : c'est à dire, qu'il faut que l'inférieure quitte tout quand quelque chose luy est commandée, quitter ce qu'elle avoit commencé pour faire la volonté de celle qui tient la place de Dieu, & postposer ce qui luy touche à ce qui est ordonné : spécialement quand elle juge que c'est l'intention de sa Supérieure qu'elle s'acquitte promptement de l'obéissance, car si son intention étoit qu'elle fit l'œuvre commandée à sa commodité, elle pourroit prendre le tems qui luy seroit commode. Cette circonstance est un assuré témoignage d'une bonne volonté, & augmente beaucoup le mérite de l'obédience.

Troisièmement, cette obédience requiert une force & un courage mâle : c'est à dire, que l'âme Religieuse ne doit rien redouter en la chose commandée,

quoique plusieurs difficultez s'offrent à son esprit, car se coufant en Dieu & à la vertu de la sainte obedi-  
 cence, elle viendra à bout de toutes les difficultés  
 qui se presenteront, & experimentera comme Dieu  
 aide tres-specialement celle qui obeit courageuse-  
 ment aux choses qui luy semblent difficiles & fâ-  
 cheuses.

4. Cette obeissance doit être acompagnée d'a-  
 mour, amour qui donne toute la force & merite à  
 l'œuvre commandée; car cette œuvre étant faite en  
 l'objet de Dieu seul, & non pas pour aucun intérêt,  
 crainte, respect humain, ou autre consideration, mais  
 pour plaire seulement à J E S U S- C H R I S T qui nous  
 commande telle chose, par celle qui est son expresse  
 Image, sçavoir la Supérieure, n'envisageant en elle  
 que J E S U S- C H R I S T, sans discernement de sa per-  
 sonne, ni de ses imperfections; cette œuvre, dis-je,  
 étant acompagnée de cette circonstance, est sans doute  
 de tres-grande valeur & merite.

Enfin cette obeissance d'affection doit être acom-  
 pagnée de fidelité, c'est à dire, que l'œuvre com-  
 mandée doit être faite avec un employ entier de ses  
 puissances, y aportant ce qui est en son pouvoir pour  
 la bien faire.

A ce second degré contrevient la Religieuse qui  
 obeit mal volontiers, & comme par force, triste-  
 ment, & en rechignant. Semblablement, celle qui  
 ne veut rien faire, que ce qui luy est commandé ver-  
 balement, ayant plus d'égard aux paroles de sa Su-  
 perieure, qu'à son intention & volonté, à laquelle  
 néanmoins elle doit principalement entendre. \*  
 Néanmoins encore que la perfection de l'obedi-  
 cence requiert qu'elle fasse ce qu'elle sçait être de la vo-  
 lonté de sa Supérieure, & de ne pas attendre son com-  
 mandement exprez, mais la prevenir; toutefois cela  
 ne se doit pas entendre universellement, mais seu-

lement aux actions ordinaires qui se présentent journellement, & non pas aux choses de conséquence & difficiles, auxquelles il vaut mieux qu'elle attende le commandement exprez de sa Supérieure. Et même elle ne peut être condamnée de péché, quand elle ne prévient pas de la sorte sa Supérieure, mais qu'elle attend qu'elle luy declare sa volonté extérieurement. \*

A ce degré contrevient encore celle, qui ne fait la chose commandée qu'à demi, tantôt ne la faisant pas au tems requis, tantôt en la faisant lâchement, retranchant de l'œuvre commandée tout ce qu'elle peut, & par fois délaissant à la faire, esperant que la Supérieure s'en oubliera.

**Sanchez** Tous ces manquemens ne sont que veniels, s'il n'y  
**op. mor.** intervient quelque circonstance qui les rende mor-  
**l. 6. c. 4.** tels, comme seroit le mépris, & le scandale notable.  
**n. 70.** Nous avons expliqué en l'Instruction septième du  
**Less. 1. 2.** second Livre de la première Partie, quand le mépris  
**c. 4. r.** est péché mortel : & en l'Instruction dix-neuvième  
**n. 74.** du second Livre de la deuxième Partie, nous avons  
 parlé du scandale, on y pourra avoir recours.

La 3. obeïssance est celle que nous avons appelée Obeïssance de jugement, par laquelle la Religieuse doit soumettre non-seulement sa volonté à ce qui luy est commandé de sa Supérieure, mais aussi son jugement : La vraie obeïssance requiere donc que la Religieuse rende conforme, & sa volonté, & son jugement à celui de sa Supérieure, autrement elle n'est pas vraiment obeïssante ; car celle qui juge une chose commandée ne luy être pas bien commandée, elle s'estime plus sage que sa Supérieure, & plus sage que Dieu même, puisqu'il l'oblige de croire que la volonté de sa Supérieure est la sienne, au moins en ce qui la regarde.

Cette obeïssance de jugement requiert deux cir-

constances. La première est la simplicité, par laquelle l'ame Religieuse doit être aveugle en ce qui concerne les défauts tant naturels, que moraux de sa Supérieure, comme aussi en ce qui concerne les raisons & motifs qu'elle a de commander cecy, plutôt que cela; à celle-cy, plutôt qu'à celle-là; en ce tems-cy, plutôt qu'en ce tems-là: elle doit être aveugle en ce qui touche son propre intérêt, n'ayant ni yeux ni vûe, sinon pour voir que celle qui est la vive image de J E S U S - C H R I S T en terre, luy commande cecy ou cela: elle doit encore être aveugle au discernement de la qualité de la chose commandée; si elle est douce ou amère, facile ou difficile, commode ou incommode, plaisante ou déplaisante.

La 2. circonstance que requiert cette obeïssance, est l'humilité, laquelle je mets en l'entendement, à cause que l'humilité qui est icy requise, consiste en une certaine basse estime de soy-même, se reputant indigne d'être au nombre de celles qui ont cette faveur de faire la volonté de Dieu en toutes choses, volonté qui est infailliblement signifiée par celle de la Supérieure.

A ce degré contrevient celle qui juge temerairement de la Supérieure en la chose commandée, la jugeant avoir été passionnée, ou y avoir été portée par vengeance, ou par un manquement d'affection, par quelque respect humain, ou par quelque autre motif qui n'est pas selon Dieu. Pareillement celle qui se plaint & murmure de la chose commandée, ne la trouvant à propos. \* Neanmoins les jugemens temeraires que l'on fait généralement de la Supérieure, ne sont pas proprement contre l'obeïssance, mais ils sont de même nature que les autres jugemens temeraires, mais plus grands à cause de la qualité de Supérieure, laquelle toutefois ne change pas

l'espece de peché ; & par conséquent il n'y a pas d'obligation de la spécifier en Confession , quoique ce soit bien fait. Il faut dire de même des murmures que l'on fait communément des imperfections de la Supérieure , ou de son procédé , car ils sont de même espece que les autres murmures , quoiqu'ils soient plus grands , à cause de la qualité de Supérieure. Or afin que les inférieures évitent mieux , tant les jugemens , que les murmures de leur Supérieure , sur tout si elle n'est pas zélée de l'observance , ni dans son devoir comme elle devoit être. Quand elles connoîtront que la Supérieure se portera à faire des choses qui ne seront pas conformes aux bons reglemens de la Maison ou à la Regle , elles doivent premièrement s'abstenir de juger de ses secretes intentions , car tels jugemens apartiennent à Dieu seul , & doivent les interpreter en la meilleure part qu'elles pourront ; tant qu'elles ne paroîtront pas manifestement mauvaises , même les excuser , s'il y a quelque raison d'excuse : & si elles s'abstiennent ainsi de juger de ses intentions , elles éviteront facilement un grand nombre de murmures , qui sont une suite ordinaire de tels jugemens. 2. Elles doivent suivre les volontés ; quand elle commande quelque chose qui n'est pas contraire aux Reglemens de la Maison , & la laisser faire en tout ce qu'elle entreprendra , qui ne sera pas contraire ausdits Reglemens. Mais aux affaires du Conseil , chacune des Conseilleres , & aux affaires du Chapitre chacune des Capitulaires est obligée de dire son sentiment selon sa conscience , & s'oposer , s'il est besoin à la Supérieure , si elle veut passer quelque chose qui soit évidemment contre les Reglemens , & contre le bien de la Maison : ce qui se doit faire néanmoins humblement , & non jamais avec des paroles qui donnent sujet à la Supérieure de s'offenser , ni avec un esprit de contredit ; mais

comme par contrainte, avec un zèle bien réglé pour la Religion, & un esprit de charité qui entretienne la paix, laquelle on ne doit jamais troubler pour aucune chose, comme étant le plus grand bien d'une Maison. En quoy néanmoins les inférieures manquent souvent, s'oposant au mal avec tant d'imprudence de zèle indiscret, & de violence, que d'un petit mal elles en font un grand, mettant la division dans la Maison.

Puisque, comme l'on dit communément, les bons bons Maîtres font les bons serviteurs, & les bons serviteurs font les bons Maîtres; je puis dire à proportion, que les bonnes Supérieures font les bonnes inférieures, & les bonnes inférieures font les bonnes Supérieures; J'ay donné des avis en assez grand nombre aux inférieures, pour les porter à leur devoir; les Supérieures me permettront icy de leur en donner un fort important, pour le bon gouvernement de leurs filles, lequel, comme je croy, ne sera pas désavoué par ceux qui savent ce que c'est de gouverner des Religieuses sans intérêt: c'est qu'elles doivent tenir pour maxime, que pour gouverner leurs filles en paix, elles ne doivent en aucune manière se montrer désireuses de savoir ce qui se passe en leur conscience, car à mesure qu'elles s'affectionneront à connoître ce qui est de ce secret, soit en les interrogeant avec importunité, soit par personnes tierces, les inférieures perdront la confiance qu'elles avoient en son endroit, ce qui est un grand acheminement pour n'y avoir pas grande intelligence ensemble; ce que l'expérience n'a que trop fait connoître: & néanmoins quand une Supérieure a une fois cet esprit que de gouverner ses filles par cette connoissance, elle se travaille, elle se tourmente pour en venir à bout, jusques à s'en prendre quelquefois à un Confesseur, auquel elle reprochera qu'il souvient l'im-

perfection de ses filles, & par autres moyens qui ne sont pas moins reprehensibles que celuy-cy. Au contraire quand une Superieure ne se mêle que du gouvernement extérieur de ses filles, que d'entretenir la paix entr'elles, & leur faire observer les choses régulières, on y voit ordinairement une grande paix, & les vertus Religieuses se pratiquent avec plus de perfection.

Je ne veux pas blâmer icy la pratique de quelques Religieux, lesquels on oblige de déclarer leurs inclinations naturelles à leur Superieur, pour le bien commun de la Religion, veu qu'il peut s'en ensuivre un tres-grand bien de l'observance de ce reglement; Joint que ce sont des hommes qui se découvrent ainsi à un homme: mais cette pratique à l'égard des filles apporte ordinairement un grand desordre dans une \* Maison, \* car la foiblesse du sexe fait jouer mille ressorts, qui donnent bien de l'exercice, & à la Superieure, & aux inferieures. Je ne blâme pas aussi la pratique de quelques Maisons bien réglées, où les Religieuses Professes prennent communement la Superieure, & les Novices leur Maîtresse, pour la conduite dans la pratique des vertus, pourveu qu'on ne les oblige pas de déclarer les secrets de leur conscience; car cette contrainte ne doit point être du tout tolérée: & néanmoins c'est le manquement ordinaire qui se commet dans ces Maisons, car si quelque particulière se montre trop retenuë à déclarer ce qui luy fait peine, on la traite comme si elle avoit fait quelque grande faute; & si après avoir obtenu de sa Superieure de parler à quelque Directeur, l'on vient à s'apercevoir qu'elle luy a dit quelque chose pour son soulagement, & pour éclaircir sa conscience, sur le mauvais traitement qu'on luy fait, on ne l'épargne pas ensuite. Que les Superieures donc, & Maîtresses des Novices de ces Maisons, ne s'ingèrent pas de vouloir

connoître le fond des consciences de celles qui sont sous leur charge , mais qu'elles se contentent de les conduire dans les Pratiques de devotion & de vertus , selon la coutume de leur Maison , autrement c'est aller dans la tyrannie des consciences : & c'est renverser l'ordre établi dans l'Eglise. Je ne blâme pas non plus , quand en telle Religion que ce soit , une Religieuse Professe fera choix de sa Supérieure , \* qu'elle connoitra fort avancée dans la perfection , & expérimentée dans la conduite de la devotion , pour être par elle gouvernée dans la pratique des vertus ; mais il faut que ce choix se fasse librement & sans contrainte ; & que la Supérieure ne témoigne aucunement de désirer cela , ni directement , ni indirectement ; & s'il est possible qu'elle ne témoigne pas plus d'affection à celles qui se communiquent ainsi à elle , qu'aux autres.

De ce que dessus l'on peut inferer combien est blâmable la pratique de certaines Supérieures , quoique peut-être en petit nombre , lesquelles obligent leurs filles de luy aller dire , auparavant que s'aller presenter au Prêtre , les choses desquelles elles se doivent confesser , & sur tout ce qui regarde les péchés contre la pureté , afin ( se disent-elles ) qu'elles ne disent rien de superflu ni mal à propos touchant ces choses ; ce qui est tacitement condamner un Confesseur d'ignorance & d'imprudence , & s'estimer plus capable que luy pour bien apprendre à une personne à se confesser , en des choses qui sont des plus difficiles entre les morales : & qu'ainsi les filles ne peuvent pas sçavoir comme il faut pour bien juger de leur gravité ou legereté. Joint que c'est aller dans la temerité , que de vouloir en quelque manière faire l'office d'un Confesseur , en voulant sçavoir tout ce qui luy sera confessé. C'est pourquoy cette Pratique ne doit être aucunement tolerée des



Confesseurs qui en ont la connoissance , & les inférieures ne sont point obligées d'obeir en ce cas à leur Supérieure ; car ce seroit entretenir un abus , duquel il peut s'en ensuivre des grands maux , & qui pourroit détourner les bonnes ames d'entrer en Religion.

*Avis pour la Confession.*

**L**A Religieuse s'acusera icy , si elle a refusé d'obeir directement à sa Supérieure , & qu'elle spécifie si ç'a été avec scandale , ou non ; par mépris de son autorité , ou sans un tel mépris ; en chose de conséquence , ou en chose legere : Il faut dire de même si elle avoit parlé à sa Supérieure avec superbe & arrogance. Pareillement si elle luy a dénié les signes & témoignages de reverence qui luy sont dûs , qu'elle spécifie si ç'a été avec mépris de son autorité , & avec scandale , ou bien si ç'a été sans scandale & mépris. Pareillement , si elle a fait quelque chose sans permission , pour laquelle toutefois on a coutume de la demander. Pareillement , si elle a négligé d'accomplir quelque petite chose qui luy avoit été commandée. Pareillement , si elle l'a accompli lâchement , & à demi , & comme par contrainte.

---

Du Vœu de Chasteté.

INSTRUCTION III.

**A**Yant donné au Livre précédent les avis nécessaires sur les difficultés qu'on peut avoir sur la Chasteté , & déclaré les manquemens qu'on y peut commettre , je me contenteray de dire en ce lieu ,

que

que les personnes Religieuses qui s'oublient si fort, que de commettre quelque peché mortel contre cette vertu toute celeste, outre la transgression du Commandement de Dieu commune à tous Chrétiens, qu'elles transgressent leur vœu, & qu'ainsi elles commettent un sacrilège. Si elles ont quelque difficulté en cette guerre, elles auront recours au Livre précédant, en toute l'Instruction cinquième.

Qu'elles se souviennent, qu'ayant fait vœu de chasteté perpetuelle, elles sont obligées de conserver leur amour le plus délicatement qu'elles pourront pour leur divin Epoux, lequel étant la pureté même, ne cherit rien tant que la pureté.

Que vous êtes heureuses, ô Vierges, d'avoir méprisé les vains alléchemens du monde & de la chair, pour vous retirer le reste de vos jours dans la Maison de Dieu, où vous pouvez selon votre souhait vaquer aux chastes entretiens de votre Epoux, le plus beau d'entre les hommes ! Heureuses, mille fois heureuses, qui accompagnez par votre pureté Angelique l'Agneau immaculé, & vous reposez à l'ombrage des lys, chantant les Hymnes & Cantiques de louanges, que le reste du monde ne peut entonner ? Courage, ames fortunées, les palmes & les lauriers vous attendent ! Perseverez jusques à la fin, & vous aurez ce bon-heur, non-seulement de demeurer éternellement en la compagnie des Elûs, mais encore d'y obtenir une gloire particuliere, qui vous fera distinguer avec avantage du reste des Bien-heureux : & prenez garde de ne jamais donner aucune entrée en votre cœur à l'impureté, car vous perdriez le plus riche trésor que vous ayez, & ce que J E S U S l'auteur de toute pureté cherit davantage en vous.

*Avis pour la Confession.*

**L** Es personnes Religieuses pourront icy s'acuser, pour un meilleur ordre, des pechés contre la pureté ; & pour cette cause, si elles ont quelque difficulté à s'en acuser, elles pourront avoir recours à l'Instruction cinquieme du Livre précédent, & sur tout aux Articles que j'ay mis pour la Confession à la fin de chaque Article.

